

Surveiller les zones de conflits

Pour mieux cerner la question de la surveillance des zones instables en Afrique, nous avons interrogé Antonin TISSERON chercheur à l'Institut Thomas More. Il nous explique les enjeux et les moyens envisageables pour un contrôle efficace des régions à risque.



Les *Afriques Diplomatie* : Depuis quelques années, les Etats sahéliens (Niger, Mali, Mauritanie, etc.) sont déstabilisés par les actions des groupes terroristes. Ces pays sont-ils bien préparés militairement pour faire face à une telle menace ?

Antonin TISSERON : Ces pays renforcent – ou ont dit renforcer dans le cas du Mali – leurs forces de sécurité, avec l'appui des États-Unis, de la France et de l'Union européenne depuis plusieurs années. Le gouvernement nigérien annonçait par exemple, fin 2004, une augmentation de ses effectifs militaires de 4 000 à 10 000 hommes. Autre exemple, en Mauritanie, le gouvernement a lancé en juin 2010 un programme de construction de 45 postes de contrôle sur les frontières terrestres du pays et il a acquis deux Super Tucano, avions spécialisés dans la lutte contre les groupes armés, qui s'ajoutent aux Tucano cédés par l'armée de l'Air française. Les États sahéliens sont donc globalement moins mal préparés que ce que l'on peut considérer. Mais la réponse ne peut être seulement militaire. Elle doit aussi et surtout être politique à l'égard des populations, car le militaire n'est, in fine, qu'un moyen de permettre le développement d'une réponse politique.

LAD : On évoque souvent l'utilisation des drones pour surveiller et sécuriser le Sahel.

BIO EXPRESS

Docteur en histoire des Relations internationales (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Antonin TISSERON est enseignant et chercheur associé à l'Institut Thomas More. Au sein de l'Institut Thomas More, il a développé une expertise sur les enjeux géopolitiques, de défense et de sécurité, de la relation euro-africaine, et en particulier de la zone Maghreb et Sahel. Il travaille avec le Ministère de la Défense française notamment sur les questions sécuritaires et de modernisation des forces armées ; et exerce également des activités de consultant auprès de grands groupes français et européens.

Pensez-vous que cela soit une bonne solution notamment dans les zones frontalières ?

A.T. : C'est une solution parmi d'autres, et loin d'être forcément la meilleure pour des États sahéliens aux ressources fortement contraintes. Avoir des drones implique de les entretenir avec des spécialistes, créant une dépendance supplémentaire à l'égard de pays étrangers. Ensuite, même pour les États qui en possèdent, les drones ne se conçoivent qu'en complément d'autres sources de renseignement, humaines – équipes avancées, informateurs, etc – ou techniques – systèmes d'interception et d'écoute de communications par exemple –. De même, les images retransmises par les drones doivent être analysées correctement par les équipes au sol. D'après l'US Air Force, près de deux cents personnes sont ainsi mobilisés entre la zone de déploiement des drones et les États-Unis pour mettre en œuvre une « orbite de patrouille », soit 3 ou 4 appareils permettant d'assurer une permanence 24 heures sur 24 sur une zone.

LAD : Pourquoi les pays du Sahel n'ont-ils pas recours aux satellites de surveillance par exemple, pour mieux contrôler leurs frontières ?

A.T. : Certains pays riverains du Sahara possèdent des satellites, comme l'Algérie et le Maroc, même si leur fonction première n'est pas de surveiller les frontières. Pour d'autres, comme la Mauritanie, le Mali, le Niger ou le Tchad, de tels moyens sont inadaptés à leurs finances et, de toute façon, il ne s'agit nullement d'un matériel pertinent pour des pays dont l'enjeu premier est celui de la gouvernance et du développement. De manière générale, acquérir un satellite militaire pour surveiller sa propre frontière est une solution beaucoup trop coûteuse par rapport à des avions de surveillance ou des drones, d'autant qu'il ne remplacera jamais des forces au sol et le renseignement humain. En fait, un satellite est avant tout utile pour surveiller d'autres pays, l'espace étant libre d'accès. Mais là, on sort de la problématique de la surveillance des frontières sahélo-sahariennes...

LAD : Pouvez-vous nous parler de quelques moyens modernes utilisables pour le

contrôle des frontières dans des zones difficiles comme la bande sahélo-saharienne ?

A.T. : Les drones et les satellites ne sont que deux exemples de moyens modernes pour le contrôle des frontières. Les radars, les détecteurs de personnes et les systèmes d'interception et d'écoute de communications en sont d'autres. Cependant, à l'égard de ces solutions technologiques pour sécuriser les frontières, il importe de garder à l'esprit trois idées importantes. D'abord, une solution de sécurisation doit être adaptée aux moyens de l'État qui la met en œuvre. Ensuite, tout comme la RMA n'a pas fait disparaître le « brouillard de la guerre », des équipements de haute technologie pour sécuriser des frontières peuvent être contournés par des contre-mesures et ne sont qu'un outil supplémentaire aux côtés de moyens plus traditionnels. Enfin, recourir à des matériels modernes visibles est porteur d'un message politique à l'égard des populations locales qui traversent régulièrement les frontières, et qui peuvent avoir l'impression d'être laissées pour compte par l'État dans lequel elles habitent. D'ailleurs, en Mauritanie, la récente augmentation des dépenses de défense du pays s'est faite aux dépens du secteur éducatif et du développement. Renforcer la surveillance des frontières a donc des ramifications dans d'autres champs que la seule sécurité.

Propos recueillis par
Ibrahim Souleymane

L'INSTITUT THOMAS MORE, EN BREF

L'Institut Thomas More est un think-tank d'opinion, européen et indépendant basé à Bruxelles et Paris. Il est à la fois un laboratoire d'idées et un centre de recherches et d'expertise. Créé en 2004, l'Institut Thomas More réunit des personnalités politiques, des chefs d'entreprises, des experts et analystes européens. Il diffuse auprès des décideurs politiques, économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes sur plusieurs thèmes d'études.